

Les blocages de l'Internet en progression



TENDANCES EN JUILLET ET AOÛT

Les enquêtes sur la vie privée sont en croissance, l'accès à Internet est empêché dans de nombreuses régions, et les développements de l'IA continuent à pleine vitesse.

Plus en pages 2-3

OBSERVATOIRE

Le développement durable, les droits humains, et les nouvelles technologies ont été les questions les plus en vue ces dernières semaines. Pourquoi ont-elles été si importantes ?

Plus en pages 4-5

FOCUS: RECONNAISSANCE FACIALE

L'utilisation de la reconnaissance faciale génère de grandes préoccupations par rapport à son implication pour les droits humains.

Plus en page 6

GOVERNANCE NUMÉRIQUE

Dans un monde de plus en plus numérisé, qui doit répondre aux défis posés par le numérique, et comment ?

Plus en page 7

Les principales tendances de politiques numériques en juillet et août

Chaque mois, nous analysons des centaines de développements pour identifier des tendances de politiques numériques, et les tendances à venir. Voici les principales tendances du juillet et août.

1. Les enquêtes sur la vie privée et la protection des données en augmentation

Des réglementations plus strictes sur la vie privée ont été mises en place au cours des dernières années, imposant des conditions plus sévères aux entreprises pour traiter des données personnelles. Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE est devenu en quelque sorte un standard mondial, de nombreux Etats adoptant des législations similaires. Mais les fuites de données et les violations de la vie privée ont continué, conduisant une hausse du nombre d'enquêtes lancées par les autorités de protection des données à travers le monde.

En Irlande, l'autorité de protection des données a lancé une troisième investigation concernant le respect par Apple du RGPD. Au Royaume-Uni, l'autorité de protection (ICO) conduit une enquête concernant l'application de partage de vidéos Tik Tok par rapport à de possibles violations des droits à la vie privée des enfants et à de possibles mauvais usages de données personnelles de l'application de photos FaceApp. Ce ne sont que parmi les exemples les plus récents.

Les entreprises de l'Internet des objets ont aussi fait l'objet de leur lot d'enquêtes, notamment concernant les enceintes et assistants connectés. L'autorité de protection d'Hambourg en Allemagne a ordonné Google d'arrêter d'utiliser des données de ces enceintes connectées, après que des révélations montrent que des employés de l'entreprise et contractants avaient eu accès à des extraits de conversation d'utilisateurs à leur insu. La Commission nationale du Luxembourg pour la protection des données travaille actuellement sur les préoccupations liées à l'enregistrement de conversations similaires par Alexa, le système d'Amazon. Siri d'Apple a aussi fait l'objet d'inquiétudes récemment, menant l'entreprise à interrompre les pratiques permettant à ces contractants d'écouter les enregistrements de Siri afin de les « noter ».

En plus de ces nouvelles enquêtes, les autorités ont commencé à donner des amendes importantes aux entreprises ayant violé le droit à la vie privée, la plus importante étant un accord entre la Federal Trade Commission (FTC) et Facebook sur une amende de 5 milliards de dollars suite au scandale Cambridge Analytica. La FTC a également convenu d'un accord avec Equifax sur une amende de 700 millions de dollars suite à une fuite de données en 2017, ainsi qu'un accord de plusieurs millions de dollars avec Youtube pour des violations du droit à la vie privée des enfants. Au Royaume-Uni, British Airways a été sanctionné par une amende de 183 millions d'euros pour

violations du RGPD. Malgré cela, nombreux sont ceux qui s'interrogent si ces amendes et accords sont suffisamment importants pour améliorer les pratiques des entreprises.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) continue à travailler sur des affaires en lien avec la protection des données, notamment à travers son dernier arrêt demandant que les sites Internet mettent en garde contre les boutons « Like » de Facebook, par rapport au collecte et traitement des données personnelles.

Qu'est-ce que ces enquêtes et affaires de justice signalent ? Il y a certainement une pression supplémentaire sur les entreprises pour qu'elles protègent mieux les droits d'utilisateurs à la vie privée et à la protection des données personnelles. C'est également peut être le signe que les utilisateurs eux-mêmes font plus attention à ce que deviennent leurs données, une fois dans les mains d'entreprises privées.

Ce qui reste à observer est dans quelle mesure les entreprises vont adapter leurs pratiques de collecte de données en conséquence des amendes et décisions de justice récentes.

2. L'accès à Internet perturbé dans de nombreuses régions

Nombreux parmi nous prennent l'Internet comme un fait acquis, et rares sont ceux qui pensent à ce qu'il se passerait si nous étions déconnectés. Mais les perturbations de l'accès à Internet sont une réalité dans de nombreuses régions, où il est commun que les autorités imposent des mesures de blocage d'Internet quand elles sont confrontées à des crises politiques ou des manifestations citoyennes. Ces mesures varient entre le blocage de l'accès à des plateformes de réseau social et aux services de messagerie, jusqu'au blocage total des réseaux.

En août, des perturbations ont été enregistrées dans la région du Cachemire en Algérie et en Russie. L'Indonésie a fait l'objet de demandes pour mettre un terme aux blocages dans les provinces de Papouasie et de Papouasie occidentale, alors que le premier ministre éthiopien a défendu ces récents blocages.

Cette tendance alarmante de gouvernements bloquant l'accès en vue de répondre à des soulèvements sociaux a été fermement critiquée. Des défenseurs de droits de l'homme estiment que les restrictions sur le réseau ont un impact sur les droits des individus à l'information, à la liberté d'expression, à la liberté d'assemblée, et mènent souvent à des violences accrues.

En savoir plus sur la section spéciale en pages 8-9 : Analyse de données : cartographie des blocages d'Internet et de leurs implications

3. Les développements de l'IA continuent à pleine vitesse

L'intelligence artificielle (IA) est un champ en pleine évolution, à mesure que les entreprises de technologie et les scientifiques continuent à développer de nouvelles applications de l'IA. Un secteur d'application majeur est celui de la biologie, avec plusieurs développements au cours des deux derniers qui illustrent cette tendance.

Les scientifiques de l'université de Flinders en Australie ont développé un vaccin contre la grippe grâce à l'IA, tandis que dans une étude financée par Facebook, des neuroscientifiques de l'université de Californie à San Francisco ont découvert une nouvelle façon pour décoder un discours depuis le cerveau humain, à travers des processus de machine learning. L'entreprise d'Elon Musk Neuralink a révélé une partie de son travail sur les interfaces cerveau-machine, qui promettent des progrès dans la communication directe entre le cerveau et des terminaux extérieurs. Google a présenté des détails de son travail sur la reconnaissance vocale et les technologies de suivi des mains, indiquant des progrès dans ces deux champs.

Si ces nouveaux développements sont excitants, les innovations dans l'IA sont aussi l'objet de préoccupations. Jusqu'où iront les interfaces cerveau-machine, par exemple ? Voulons-nous des machines qui lisent dans nos pensées ? Si oui, que cela veut dire pour l'humanité ?

Si les interfaces cerveau-machine restent encore au stade de recherche, les technologies de reconnaissance faciale sont déjà mises en œuvre et continuent de susciter des controverses. Au cours des deux derniers mois, de nouvelles interdictions ont été imposées sur l'utilisation de ces technologies, des affaires ont été portées devant la justice, et des préoccupations concernant le respect du droit à la vie privée et aux risques de biais sont réapparues. *Nous analysons ces questions plus en détails en page 6 : Reconnaissance faciale : Faire confiance ou ne pas faire confiance ?*

Au niveau politique, les Etats continuent à travailler sur des stratégies et plans nationaux sur l'IA, bien que cela soit à un rythme plus ralenti que lors des mois précédents. Au sein de l'UE, plusieurs Etats membres (Croatie, Chypre, Hongrie, Slovaquie, et Espagne) ont besoin de plus de temps pour développer leur stratégie nationale, alors que la Commission européenne avait recommandé que ces plans soient adoptés d'ici mi-2019. *Testez vos connaissances sur les stratégies sur l'IA avec nos mots-croisés en page 12.*

Pendant ce temps, la future présidente de la Commission européenne a annoncé son plan de développer une législation en faveur d'une approche européenne coordonnée concernant les implications humaines et éthiques de l'IA. Il sera intéressant de voir ce que cette législation voudra dire pour les pays européens et les entreprises technologiques, tandis que l'UE tente de parvenir à un équilibre entre encouragement pour la recherche et le développement en IA et des progrès dans ce secteur en accord avec les valeurs européennes.



Credit: Ars Electronica, Tom Mesic

Développements politiques numériques en juillet et août

Avec tant de développements chaque semaine, l'environnement politique est rempli de nouvelles initiatives, d'évolutions réglementaires, de nouvelles décisions de justice, et de changements géopolitiques.

A travers l'observatoire *Digital Watch*, nous décodons, contextualisons, et analysons ces développements, dans un format simple. Le baromètre du mois suit et compare ces développements afin de distinguer des tendances et la présence de nouveaux sujets à l'agenda par rapport au mois précédent. Ce baromètre les résume, mais n'hésitez pas à cliquer sur les icônes en bleu pour en apprendre plus, ou visiter la section Updates de l'observatoire.



neutre

Architecture globale de la gouvernance de l'Internet

La déclaration des dirigeants du G20 à Osaka sur l'économie numérique a donné lieu à des discussions intenses en vue de faciliter les flux de données internationaux, avec plus de confiance.

Les dirigeants du G7 se sont mis d'accord sur la stratégie de Biarritz pour une transformation numérique ouverte, libre et sûre, qui souligne des engagements dans des domaines comme les flux de données internationaux et l'IA.



en progression

Développement durable

Le forum politique de haut-niveau sur le développement durable a conclu sa réunion annuelle dédiée à l'examen de six objectifs du développement durable (ODD). Parmi la centaine de déclarations de représentants d'Etats, 53 ont mentionné la technologie, et notamment son rôle pour atteindre les ODD.

Le Conseil économique et social (ECOSOC) a adopté une résolution sur le rôle des technologies de pointe pour remplir les ODD. Une liste de lignes directrices de bonnes pratiques visant à accélérer la connectivité numérique pour tous a été adoptée durant le Symposium global des régulateurs organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT).



neutre

Sécurité

Microsoft a révélé que près de 10.000 de ses clients avaient été visés par des cyber-attaques menées par un Etat en 2018. La National Security Agency américaine a annoncé la création d'un nouveau directoire pour la cybersécurité afin de lutter et éradiquer les cybermenaces étrangères. Le groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU pour garantir le comportement responsable des Etats dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale (GGE) a organisé des consultations régionales avec l'organisation des Etats américains (OEA).

L'Union africaine a appelé à plus d'efforts pour combattre le cyberterrorisme. Les signataires du Tech Accord sur la Cybersécurité se sont mis d'accord pour mettre en œuvre des politiques de communication de vulnérabilités d'ici la fin de l'année 2019. La Haute Cour britannique a statué que le Investigatory Powers Act contient suffisamment de garde-fous contre le risque d'abus par le gouvernement de sa puissance de surveillance numérique.



en progression

E-commerce et économie numérique

Les Etats-Unis et la France sont parvenus à un compromis sur la nouvelle taxe numérique française. France repaiera aux entreprises technologiques la différence entre la taxe française et la taxation en cours de développement au sein de l'OCDE. Les ministres des finances du G7 ont adopté un Common Understanding sur la concurrence et l'économie numérique, indiquant que les règles antitrust devront s'adapter aux défis de l'économie numérique. L'autorité de la concurrence britannique est en train de considérer des mesures visant à protéger les consommateurs contre le pouvoir croissant des géants de l'Internet. Le régulateur australien de la concurrence a publié des recommandations pour la régulation des plateformes numériques.

WhatsApp, qui appartient à Facebook, a pour plan de lancer son premier service de paiement en Inde en 2019. David Marcus, le dirigeant de Calibra, qui appartient également à Facebook, s'est exprimé devant deux comités du Congrès américain au sujet de cette nouvelle monnaie virtuelle.



en progression

Droits numériques

Les entreprises technologiques font face à de plus en plus de poursuites relatives à la vie privée, comme en témoigne la troisième enquête contre Apple au Royaume-Uni [et](#) les questions adressées au dirigeant de Facebook par rapport à la protection de la vie privée des enfants sur l'application Kids Messenger. [et](#)

Facebook a fait l'objet d'une amende sans précédent de 5 milliards de dollars de la part de la FTC américaine, suite au scandale Cambridge Analytica. [et](#)

La National Computer Emergency Response Team chinoise a exprimé son inquiétude par rapport à la sur-collecte des données des utilisateurs de la part des applications. [et](#)

Le fabricant automobile Mercedes-Benz est impliqué dans un scandale lié à la vie privée, suite à l'utilisation de traqueurs dans les voitures. [et](#)

L'accès à Internet a fait l'objet de plusieurs blocages, notamment au Cachemire, [en](#) Indonésie, [en](#) Algérie, [et](#) en Russie. [Des](#) restrictions sur les réseaux ont été levées au Soudan, [en](#) Mauritanie, [et](#) au Tchad. [et](#)



en progression

Questions juridiques

La Cour de justice de l'Union européenne a statué que les sites Internet utilisant des boutons Likes de Facebook devaient demander le consentement à leurs utilisateurs pour collecter et traiter leurs données personnelles. [et](#)

La Cour d'Appel américaine a statué que Facebook n'était pas responsable des contenus terroristes publiés sur sa plateforme. L'entreprise demande des utilisateurs qu'ils fournissent seulement des informations basiques et acte ainsi en tant qu'intermédiaire neutre. [et](#)

L'Australie a pour plan de bloquer les sites hébergeant des contenus terroristes extrêmes et violents, a indiqué le premier ministre. [et](#)



neutre

Infrastructure

De nouveaux câbles sous-marins lient l'Australie et la Papouasie Nouvelle Guinée et les Iles Salomon, permettant une connexion à haut-débit des deux îles. [et](#)

Huawei [et](#) Intel [ont](#) annoncé le lancement de puissantes chipsets pour l'IA.

La CJUE a donné une amende à la Belgique pour ne pas fournir une infrastructure d'Internet à haut-débit à Bruxelles. [et](#)



en baisse

Neutralité du net

Une nouvelle étude montre que les fournisseurs d'accès à Internet limitent le trafic de vidéos en ligne. [et](#)

La FCC américaine a nié les allégations selon lesquelles Verizon aurait enfreint les règles sur la neutralité du net en 2016. [et](#)



en progression

Nouvelles technologies (AI, Internet des objets...)

Les scientifiques ont repoussé les limites des applications de l'IA pour développer un vaccin contre la grippe, [décoder](#) la parole à partir du cerveau humain [et](#) améliorer la reconnaissance vocale [et](#) le suivi des mains. [et](#)

Les technologies de reconnaissance faciale font face à de nouvelles interdictions [et](#) enquêtes aux Etats-Unis, [au](#) Royaume-Uni [et](#) en Inde. [et](#)

La future présidente de la Commission européenne a annoncé son plan pour une législation sur les implications éthiques de l'IA. [et](#)

Amazon va investir 700 millions de dollars pour donner à un tiers de ses employés des formations sur les nouvelles technologies. [et](#)

Reconnaissance faciale: Devons-nous lui faire confiance ?

Les technologies de reconnaissance faciale existent depuis près de 40 ans, mais c'est seulement au cours de la dernière décennie que son utilisation a augmenté de la part des entreprises, des agences de sécurité, dans les aéroports, les banques... Malgré ses promesses, ces technologies génèrent de nombreuses préoccupations en raison de leurs implications pour les droits de l'homme.

Comment ces technologies sont-elles utilisées ?

Pour l'expliquer simplement, ces technologies utilisent des algorithmes et du machine learning pour identifier un visage humain d'une photo ou une vidéo. Par exemple, les technologies de reconnaissance faciale sont utilisées par les agences de sécurité pour identifier des individus en comparant des images avec une base de données de visages connus. Dans certains cas, comme avec le système Rekognition de Amazon, la technologie peut aussi reconnaître les mimiques du visage, et même les émotions comme la peur ou la joie.

Quelles sont les préoccupations principales ?

Comme pour toute technologie, la reconnaissance faciale a des limites et présente des risques. Une étude de 2018 montre que les programmes de reconnaissance faciale développés par IBM, Microsoft et l'entreprise chinoise Face++ opéraient avec des biais par rapport à la couleur de peau et au genre, en raison du fait que l'algorithme avait été entraîné principalement avec des photos d'hommes blancs. Le système Rekognition de Amazon présente également des biais par rapport à la couleur de peau et au genre en identifiant par erreur des législateurs californiens comme étant des criminels. Le risque de biais et de discrimination dans les décisions basées sur la reconnaissance faciale est un argument clé pour ceux qui s'opposent à son utilisation.

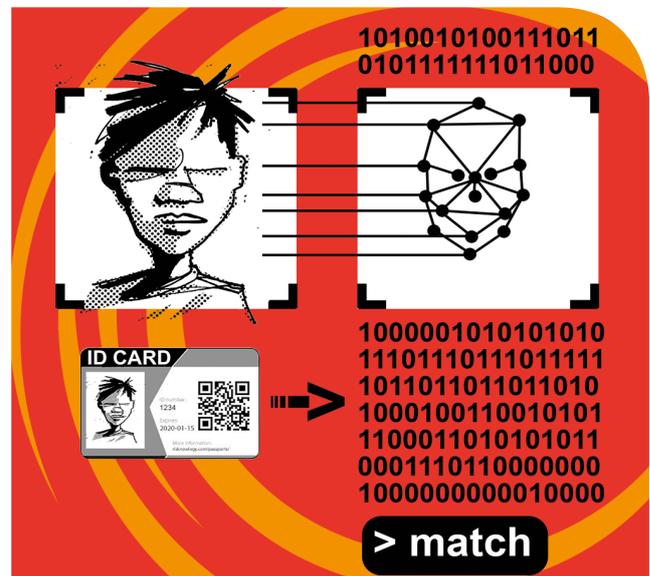
Ces technologies présentent également des risques pour la vie privée. Prenons par exemple les caméras de surveillance disposées dans la rue : les individus sont-ils conscients de qui sont ceux qui collectent leurs données biométriques à travers ces caméras, et comment elles sont utilisées ? Comment les autorités s'assurent-elles que leur droit à la vie privée n'est pas violé ? C'est justement ce sur quoi l'autorité de protection des données britannique s'interroge, en lançant une enquête sur l'utilisation de technologies de reconnaissance faciale à travers le réseau urbain de caméras à King's Cross à Londres. Des préoccupations similaires relatives à la vie privée ont également été exprimées en Inde où les aéroports de Bengaluru et Hyderabad ont commencé à expérimenter avec ces technologies, alors qu'en Suède, l'autorité nationale de protection des données a imposé une amende de 200.000 euros à une école utilisant la reconnaissance faciale pour contrôler l'absentéisme. Au-delà de ces exemples, il existe un risque que, si utilisées intensivement par les autorités, ces technologies facilitent la surveillance de masse. Les inquiétudes liées à la vie privée s'appliquent également aux entreprises numériques et à leur usage de ces technologies. En août, une Cour de San Francisco a autorisé la poursuite d'une action de groupe en justice contre Facebook. Dans cette affaire, les utilisateurs

avancent que l'entreprise a illégalement utilisé des données biométriques pour identifier des utilisateurs sur des photos.

Peut-on lui faire confiance ?

Si cette technologie a des limites et présente des risques, peut-on lui faire confiance ? Plusieurs entités publiques et privées ne semblent pas réellement préoccupées par ces dangers, comme le montre le fait que la reconnaissance faciale est utilisée ou testée dans des pays comme les Etats-Unis (dans de grandes villes), la Chine, le Japon, Singapour, et les Emirats Arabes Unis. Mais à Oakland et à San Francisco et Sommerville aux Etats-Unis, l'utilisation de technologie de reconnaissance faciale est désormais interdite. Le candidat présidentiel américain Bernie Sanders partage ces préoccupations : s'il est élu président en 2020, il interdira l'utilisation de la reconnaissance faciale par la police. Les entreprises technologiques ont aussi réagi de manière contrastée. Tandis qu'Amazon refuse d'arrêter de fournir Rekognition aux agences de sécurité, Google a indiqué qu'elle ne vendra pas cette technologie avant d'avoir répondu à un certain nombre de questions politiques et technologiques, alors que Microsoft a appelé à des réglementations pour gouverner l'utilisation de ces technologies.

Selon toute vraisemblance, les entreprises vont continuer à développer et améliorer leurs technologies de reconnaissance faciale. Ce qui est moins certain c'est de savoir si ces améliorations futures rendront ces technologies suffisamment sûres pour répondre aux préoccupations des défenseurs des droits de l'homme. Mais pour l'heure, la confiance dans ces technologies reste dans la balance.



Gouvernance numérique: répondre aux appels sur les politiques numériques

Plus la digitalisation impacte nos vies, plus les citoyens, les entreprises, et les pays appellent des solutions politiques sur des questions relatives à l'IA, au e-commerce, aux fausses nouvelles, et plus encore. Qui doit répondre à ces appels, et comment ? Où ces réponses devront être développées ?

Ces questions ont été abordées par le panel de haut-niveau sur la coopération numérique établi par le secrétaire général de l'ONU. [En partant de la question célèbre du secrétaire d'Etat américain Henri Kissinger – sur quel serait le numéro de téléphone de l'Europe – et en l'adaptant au monde numérique, Dr Jovan Kurbalija, ancien co-président exécutif du secrétariat de ce panel, a présenté comment le panel a abordé ces questions dans son rapport final.](#)

Qui doit répondre ?

Des solutions politiques efficaces exigent la participation inclusive des gouvernements, de l'industrie, des communautés locales, du monde académique, et d'autres acteurs.

Tous les acteurs doivent participer selon leurs rôle et responsabilité respectifs. [Au risque de trop simplifier, le rôle des gouvernements est d'adopter les politiques publiques, celui de l'industrie de fournir des solutions techniques, et de la société civile de garantir que ces acteurs soient tenus responsables.](#)

Comment y répondre ?

1. Les actions de politiques numériques doivent être rapides. La méthode traditionnelle pour rédiger des traités prend du temps. Elle n'est pas adéquate pour traiter des questions aussi dynamiques que la gouvernance des données, l'IA, la cybersécurité, et le e-commerce

2. La nature transfrontalière de l'Internet exige des solutions politiques internationales. Par exemple, il n'est pas aisé d'imposer des taxes nationales à des entreprises technologiques globales. C'est pourquoi l'OCDE, l'UE et le G7 sont à la recherche de solutions internationales pour la fiscalité numérique.

En ce qui concerne les solutions politiques internationales, l'ONU doit se donner un nouveau rôle, en tant que « foyer numérique » pour toutes les nations et tous les peuples. Un certain nombre d'avancées ont été réalisées par le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI). Mais le FGI doit également évoluer pour répondre aux développements numériques actuels.

3. La gouvernance numérique doit aborder de nombreuses inconnues (in-)connues. Il est difficile de prévoir l'émergence des questions de politiques numériques, ou de les prévenir. Mais il est nécessaire de se préparer à leurs éventuelles conséquences. Le panel a proposé le développement de *policy sandboxes* et incubateurs pour réagir rapidement aux problèmes politiques, et développer ou adapter des solutions.

4. Les solutions numériques nécessitent des choix politiques et des compromis entre différents intérêts.

Certains parmi les débats les plus complexes donnent lieu à des confrontations directes, comme la liberté d'expression contre la lutte contre les discours de haine, la vie privée contre l'économie numérique basée sur les données. Pour permettre des compromis informés et efficaces, l'architecture de la gouvernance numérique devrait offrir un espace pour réconcilier les différents intérêts et positions.

5. Les questions numériques doivent être abordées avec un angle interdisciplinaire. Traiter des données exige de s'interroger sur les plans commerciaux, techniques, sécuritaires, et légaux. L'IA est une question technique, mais également éthique, juridique, et sécuritaire. L'inclusion numérique a trait aux câbles de l'Internet, mais également à l'accessibilité et aux compétences. La liste peut continuer indéfiniment. Presque toutes les questions numériques nécessitent des solutions multidisciplinaires.

Où devons-nous y répondre ?

Au regard du fonctionnement et de l'impact d'Internet, de nombreuses questions de politiques numériques nécessitent une approche globale. Le panel propose trois modèles de gouvernance pour répondre aux questions numériques au niveau global : FGI Plus, l'architecture de co-gouvernance distribuée, et l'architecture des biens communs numériques. [Parmi elles, la proposition FGI Plus est la plus mature et proche des réalités numériques.](#) Mais ces trois modèles offrent un espace de convergence entre différentes vues et positions. Et, après de nombreuses discussions, il est maintenant temps pour la consolidation et l'action.

Pour plus de détails sur les modèles de gouvernance proposés par le panel, lisez l'article complet : *Digital governance : Who is picking up the phone ?* [?](#) et notre résumé, publié dans le numéro de juin de la newsletter. [?](#)



Blocages d'Internet: Cartographie des restrictions des réseaux et leurs implications

L'accès à l'information, la liberté d'expression, et la liberté d'assemblée sont essentielles pour le bon fonctionnement de sociétés démocratiques, et l'Internet facilite l'exercice de ces droits. Mais au cours des dernières années, les blocages des réseaux sont devenus un outil pour réprimer les voix dissidentes, et restreindre les communications à des moments de crises. Quelle est la situation en 2019, et quels en sont les coûts et implications de ces restrictions ?

Les blocages de l'Internet en augmentation

En juillet et en août, les blocages d'Internet ont été en grande croissance. De grandes perturbations ont été observées dans la région du Cachemire, marquée par une crise. Les experts sur les droits de l'homme de l'ONU ont décrit ces mesures comme une forme de punition collective pour les populations de cette région, et demandé au gouvernement indien de mettre un terme au blocage des communications. D'autres restrictions d'Internet ont été reportées en Algérie et en Russie. L'Indonésie a aussi été sommée de mettre un terme au blocage des réseaux dans les provinces de Papouasie et Papouasie occidentale.

Même s'il reste encore quatre mois avant la fin de l'année, notre analyse de données est claire : on observe une augmentation claire des restrictions partielles ou complètes des réseaux. Les blocages durent également plus longtemps. Par exemple, la population soudanaise a été coupée du réseau Internet pendant plus d'un mois, tandis qu'au Tchad a fait l'objet du plus long blocage jamais enregistré, qui a duré près d'un an.

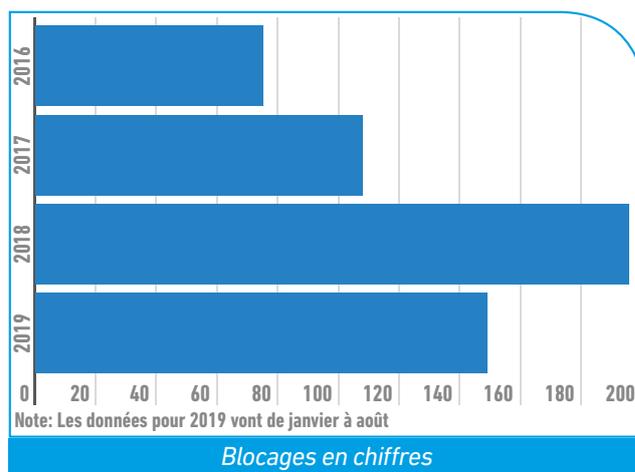
Cartographier les blocages d'Internet

Les données de l'association de la société civile Access Now de 2016, 2017 et 2018 indiquent une augmentation du nombre de blocages des réseaux. En 2016, 75 interruptions des réseaux avaient été enregistrées, alors qu'en 2018, ce nombre est monté à 196 au total.

Cette année, jusqu'en août 2019, notre recherche sur les blocages des réseaux qui se fonde sur les données de l'observatoire Digital Watch, montre que 149 blocages d'Internet ont été documentés. Avec encore quatre mois d'ici la fin de l'année, cette tendance indique que nous pouvons nous attendre à plus de blocages partiels ou complets, faisant de 2019 l'année durant laquelle le plus de blocages auront été enregistrés.

Comme les années précédentes, le plus grand nombre de blocages a été enregistré en Inde (77 cas), suivi du Venezuela (31). Le grand nombre de restrictions au Venezuela par rapport aux périodes précédentes est attribué à la crise politique actuelle.

Notre recherche montre que la vaste majorité des blocages des réseaux a lieu durant ou après des élections,



ou suite à des manifestations de masse. Cependant, les élections en Algérie, en Ethiopie et en Irak montrent aussi que ces restrictions peuvent être décidées au moment des examens scolaires au niveau national.

Un grand nombre des perturbations d'Internet étaient partielles, et visaient particulièrement certains sites et plateformes, comme Facebook, Twitter, et les services de streaming en ligne comme Youtube.

Implication économiques, politiques et pour les droits de l'homme

Les perturbations d'Internet ont des conséquences économiques très sérieuses pour les pays. En plus d'empêcher les entreprises de mener leurs activités du quotidien, elles ont un impact négatif sur les investissements étrangers, l'emploi, la productivité, et les ventes.

Une étude conduite par le Brookings Institute évaluée le coût annuel des restrictions des réseaux au niveau mondial à 2.4 milliards de dollars. Dans une autre étude de NetBlocks et de Internet Society, l'outil de mesure des coûts des blocages indique qu'au Venezuela, un jour sans Internet représente un coût de 400 millions de dollars, tandis qu'en Inde cette somme est évaluée à 1 milliard de dollars.

Bien que les blocages des réseaux sont justifiés sous le prétexte de maintenir la stabilité et sauvegarder la

Discussion politiques à Genève

De nombreuses discussions politiques ont lieu à Genève chaque mois. Les développements ci-dessous couvrent les principaux événements du mois de juillet et août. Pour lire les rapports de ces événements, visitez la section [Past Events sur le site de l'observatoire Digital Watch](#).

Droits de l'homme et technologies numériques : nouvelles perspectives [📄](#) | 3 Juillet 2019

Dans le cadre d'un side-event du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, cette session a porté sur le rôle d'Internet pour favoriser plus de dialogue, donner plus de pouvoir aux groupes marginalisés, et faciliter les échanges d'informations et d'idées. Organisée par la Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights, le ministère Suisse des affaires étrangères, les Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, et la Geneva Internet Platform, cette session a souligné la nécessité de

répondre aux préoccupations concernant le degré d'autonomie des nouvelles technologies et leurs impacts sur les droits de l'homme. Les droits numériques sont largement abordés au sein des cercles traditionnels des droits de l'homme au sein de l'ONU, mais les acteurs doivent s'efforcer de porter ces discussions en dehors de ces cercles afin que ces questions trouvent des réponses appropriées.

[Lisez notre rapport de la session.](#) 

Avancer la facilitation du commerce numérique et durable pour la diversification du commerce et le développement inclusif [📄](#) | 4 Juillet 2019

Quel est le progrès des pays dans la mise en œuvre des mesures de l'accord de facilitation de commerce de l'organisation mondiale du commerce ? Dans quelle mesure les économies mettent en place des mesures fondées sur les technologies pour renforcer l'utilisation et l'échange de données commerciales numériques ? Cet événement a abordé les résultats préliminaires de l'enquête globale de 2019 sur la facilitation du commerce numérique et durable, [conduite](#)

par cinq commissions régionales de l'ONU à travers 128 économies dans 8 régions. Cette étude montre que les pays ont généralement fait des progrès significatifs pour faciliter le commerce. Cependant, plus d'efforts sont nécessaires pour permettre une coopération transfrontalière et l'interopérabilité entre des systèmes commerciaux virtuels, afin de permettre un flux sûr et continu de données électroniques et de documents dans les réseaux économiques internationaux.

Dialogue Innovations 2019 : Technologies numériques et sécurité internationale [📄](#) | 19 Août 2019

La conférence, organisée par l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement, a porté sur les innovations numériques et leur impact sur la sécurité internationale. Des sessions ont permis à des praticiens du secteur technologique, des académiques, et des organisations internationales, de s'intéresser au fonctionnement de *quantum computing*, aux technologies de *distributed*

ledgers, et de l'Internet des objets. Les discussions se sont concentrées sur l'impact de l'IA sur la prévention et la désescalade de conflits, ainsi que sur la prise de décision stratégique. Un message clé était que plus de coopération était nécessaire entre les différentes parties prenantes pour répondre aux implications des nouvelles technologies pour la sécurité.

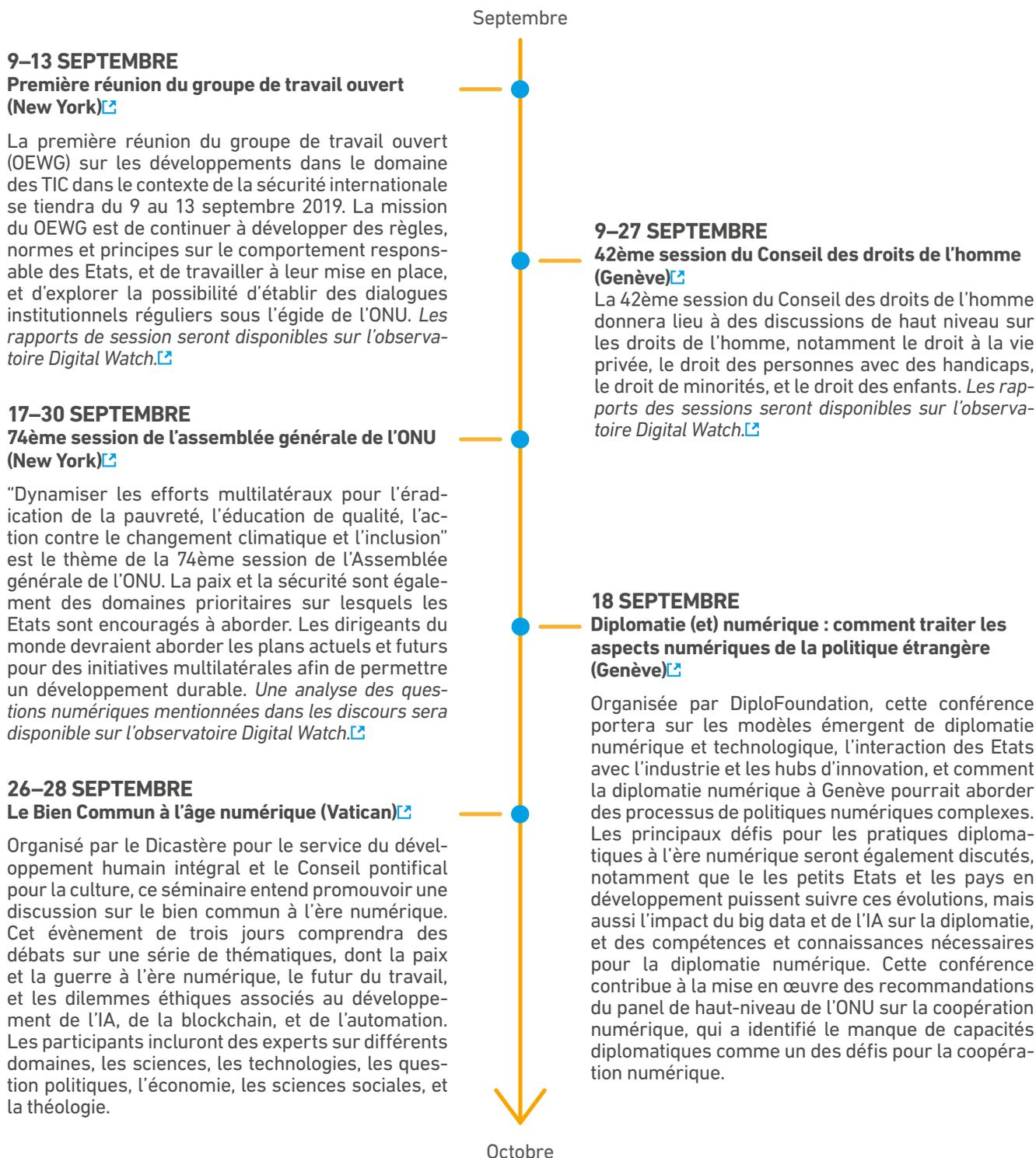
Deuxième réunion du groupe d'experts gouvernementaux sur les SALA [📄](#) | 20-21 Août 2019

Suite à la première réunion du groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes léthales autonomes (SALA) en avril, une seconde réunion s'est tenue pour finaliser le rapport du groupe pour l'année 2019. Concernant la substance, le groupe a réalisé des progrès à travers l'adoption des principes directeurs affirmés en 2018, qui incluent des aspects comme l'applicabilité du droit international humanitaire à tous les systèmes d'armement, et la nécessité de retenir

la responsabilité humaine pour les décisions liées à l'utilisation de ces armes. Le groupe a identifié un principe additionnel, selon lequel les interactions homme-machine doivent assurer que l'utilisation potentielle des SALA respectent le droit international applicable, y compris le droit international humanitaire. Les questions controversées sont réapparues, notamment par rapport au mandat du groupe, et par rapport à la question du contrôle et jugement humain dans l'utilisation des SALA.

Les principaux évènements à suivre en septembre

Nous analysons l'agenda des évènements de politiques numériques à venir afin d'identifier les discussions à suivre dans le courant des prochaines semaines. Pour certains de ces évènements, l'observatoire publiera des rapports de session, ainsi qu'un rapport final résumant les discussions.

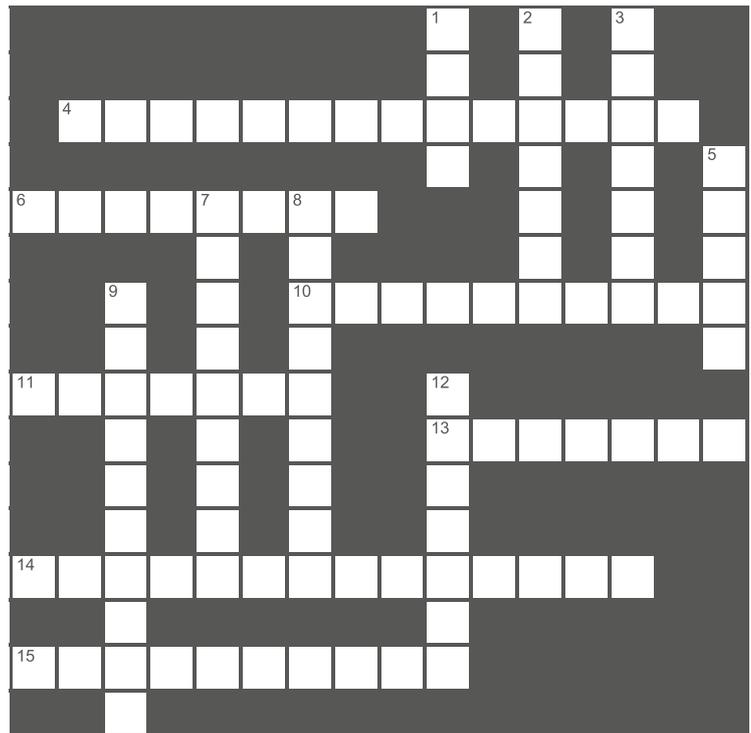


Tester vos connaissances sur les stratégies nationales sur l'IA

Pour que les technologies de l'IA continuent à évoluer, les Etats développent des stratégies et plans nationaux sur l'IA pour s'assurer qu'ils tirent au mieux parti de ses progrès. Ces stratégies sont-elles actives ou en cours de formulation ? Sur quoi se concentrent-elles ? Testez vos connaissances avec nos mots-croisés. Les articles de ce numéro, et notre section dédiée à l'IA dans l'observatoire *Digital Watch*, peuvent vous aider à trouver les réponses.

Horizontal

- 4 Ce type de coopération entre Etats est nécessaire, selon de nombreux plans nationaux sur l'IA. (14)
- 6 Les Emirats Arabes Unis a nommé un _____ d'Etat pour l'IA, pour suivre la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'IA. (8)
- 10 La future présidente de la _____ européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé que l'IA sera une de ces principales priorités au cours des cinq prochaines années. (10)
- 11 Non seulement les pays développent leurs stratégies, mais les régions également. Un exemple est le plan sur l'IA développé au début de l'année 2019 par la _____ en Belgique. (7)
- 13 En raison des implications potentielles de l'IA sur les droits de l'homme, certaines stratégies appellent à un cadre _____ pour guider le développement et l'utilisation des applications de l'IA. (7)
- 14 Les données étant cruciales pour le développement d'applications de l'IA, de nombreux plans nationaux sur l'IA indiquent que les autorités publiques doivent rendre leurs _____ disponibles pour qu'elles puissent être réutilisées par d'autres acteurs. (5,2,7)
- 15 L'IA étant en train d'apporter de nombreux changements au monde du travail, les gouvernements devront œuvrer à préparer la _____ de leurs pays à ces changements. (4,6)



Vertical

- 1 Selon les rapports, et bien que la Commission européenne ait recommandé aux Etats de l'UE de mettre en place des plans nationaux sur l'IA d'ici mi-2019, _____ Etats membres n'ont pas encore atteint cet objectif. (4)
- 2 Un des objectifs de la stratégie nationale tchèque sur l'IA est de développer des _____ nationaux d'excellence sur l'IA. (7)
- 3 La stratégie de l'IA de la France se base sur un rapport préparé par le mathématicien et politique français Cédric _____ (7)
- 5 En 2017, ce pays a dévoilé un plan de développement national ambitieux sur l'IA qui pourrait le transformer dans le leader mondial d'ici 2020 (5)
- 7 Un récent rapport de l'Institut national américain des standards et de la technologie encourage le gouvernement fédéral américain à plus s'engager dans le développement des _____ techniques de l'IA. (9)
- 8 La _____ et le développement en IA (aussi connu comme la R&D) est un secteur clé de multiples stratégies nationales d'IA, dans lequel de considérables ressources financières y sont dirigées. (9)
- 9 En février 2019, le président américain Trump a signé une ordonnance exécutive dédiée à maintenir le _____ américain dans l'IA (10)
- 12 Aux Etats-Unis, le Département de la _____ a lancé sa stratégie sur l'IA pour accélérer l'adoption de l'IA dans les prises de décision et opérations militaires. (7)

Horizontal: 4 Internationale, 6 Ministre, 10 Commission, 11 Flandre, 13 Ethique, 14 Bases de données, 15 Main d'œuvre. Vertical: 1 Huit, 2 Centres, 3 Villani, 5 Chine, 7 Standards, 8 Recherche, 9 Leadership, 12 Défense.

A propos de ce numéro

Le numéro 42 de la *Digital Watch* newsletter publié le 15 septembre 2019, par la Geneva Internet Platform et DiploFoundation | Contributors: Cedric Amon, Katarina Anđelković, Stephanie Borg Psaila (editor), Andrijana Gavrilović, Jovan Kurbalija, Nataša Perućica, Sorina Teleanu | Traducteur de l'édition française: Clément Perarnaud | Design: Viktor Mijatović, Aleksandar Nedeljkov, and Mina Mudrić, Diplo's CreativeLab. | Pour tout commentaire: digitalwatch@diplomacy.edu

Allez plus loin avec plus de ressources

Dès que vous voyez l'icône bleue cliquez dessus sur la version numérique pour accéder aux ressources.

Couverture

Les blocages d'Internet en croissance. Credit: Vladimir Veljasević

© DiploFoundation (2019) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

